

La croissance économique entre optimalité et durabilité : cas du Maroc

[Economic growth between optimality and durability: case of Morocco]

Miloudi KOBİYH

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Université Chouaib Doukkali, El Jadida, Maroc

Copyright © 2019 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: After several decades of economic expansion, the growth process continues to put negative pressure on the environment and the quality of life. Combining poverty and social precariousness, the economic model has not been able to meet the growing needs of humanity because of the limited nature of natural resources. Societies cannot continue to consume this way, it is imperative to reduce the negative impact on the environment. More than that, we have to look for a way to get back within the limits of the planet's resources. In this context, green growth is an opportunity to put economic activity back on a path that is more respectful of the environment. This growth represents for Morocco an opportunity so that its economy opts for a path of sustainable development. The objective of the article is to discuss how to combine optimality and durability of growth to achieve a model of humanistic and sustainable development for Morocco. We show that this requires a number of tools that allow this transition.

KEYWORDS: Well-being, economic growth, green growth, sustainable development, durability, environment.

RÉSUMÉ: Après plusieurs décennies d'expansion économique, le processus de croissance ne cesse d'exercer une pression négative sur l'environnement et la qualité de vie. Conjuguant pauvreté et précarité sociale, le modèle économique n'a pas pu satisfaire les besoins croissants de l'humanité en raison du caractère limité des ressources naturelles. Les sociétés ne peuvent plus continuer à consommer ainsi, il faut impérativement baisser l'impact négatif sur l'environnement. Plus encore, il faut chercher une manière de revenir à l'intérieur des limites des ressources de la planète. Dans ce contexte, la croissance verte est une occasion pour replacer l'activité économique sur un chemin plus respectueux de l'environnement. Cette croissance représente pour le Maroc une opportunité afin que son économie opte pour un sentier de développement durable. L'objectif de l'article est de discuter comment chercher à allier optimalité et durabilité de la croissance pour parvenir à un modèle de développement humaniste et durable pour le Maroc. Nous montrons que cela nécessite un certain nombre d'outils qui permettent cette transition.

MOTS-CLEFS: Bien être, croissance verte, développement durable, durabilité, environnement.

1 INTRODUCTION

L'activité économique a commencé par la production traditionnelle où le revenu par tête est faible et où l'environnement est préservé. Depuis les années 1950-60, l'industrialisation a entraîné le début d'un processus de pollution et de dégradation irréversible de l'environnement. Dans les années 1970, la capacité de charge de la planète, c'est-à-dire sa capacité de produire les ressources nécessaires, a été dépassée. La cause de ce dépassement est due à l'augmentation de l'activité industrielle qui accroît considérablement l'empreinte écologique de l'humanité (épuisement des ressources et pollution). L'effet exponentiel de cette activité ne cesse d'amplifier ce désastre.

A partir des années 1970-80, les efforts et les initiatives se succèdent au niveau international pour promouvoir un développement susceptible de préserver l'environnement et éviter toute exploitation abusive de ses ressources. En 1992¹, un consensus international annonce la possibilité d'un développement qui peut aller de pair avec la protection de l'environnement [1]. En effet, après des décennies d'expansion économique débridée, l'activité n'a pas su comment revenir à l'intérieur des limites de la planète. Cela souligne l'échec du modèle économique concernant l'exploitation des ressources naturelles et la réalisation de l'équité sociale.

Aujourd'hui, le monde continue de puiser dans les ressources sans se préoccuper de leur rareté pour les générations futures. La production industrielle et l'augmentation des besoins de la population ont accentué la consommation en termes de ressources naturelles et d'énergie. L'épuisement des ressources, le réchauffement de la planète, la pollution et l'explosion des inégalités, sont les résultats de l'hégémonie de l'économie qui se fait au détriment de la société.

En effet, à l'heure de la mondialisation des échanges, les impacts environnementaux et sociaux du développement économique grandissent sans cesse. Le processus de production et la cadence d'exploitation des ressources ont engendré d'énormes problèmes qui sont des symptômes d'un problème de croissance déséquilibrée. Elle est devenue inséparable des distorsions sociales et des inégalités des richesses qui caractérisent même les sociétés les plus prospères. En plus, l'émergence de la nouvelle pauvreté soulève des limites à ce modèle de croissance qui finira par déstabiliser tout le modèle économique [2].

Ce qui illustre davantage ces problèmes est que les acquis technologiques n'auront que peu d'utilité lorsqu'il n'y aura pas assez de ressources à transformer. Cela va demander de plus en plus d'innovations techniques et sociales et de prise de conscience relatives aux questions environnementales. Désormais, le développement ne passera pas uniquement par le progrès technologique mais aussi par des modifications relatives aux structures de production et de consommation. Il s'agit de chercher un sentier de développement durable.

Le but de cet article est de préciser les liens existants entre la croissance économique et la constitution d'une économie du durable, c'est-à-dire le cadre de l'activité économique qui ne permet pas à la croissance d'épuiser les ressources naturelles.

Ainsi, notre démarche consiste à proposer d'abord une réflexion sur les enjeux moraux qui concernent la croissance économique et ses limites à respecter le caractère limité des ressources. Par la suite, nous discutons la priorité et les possibilités d'une transition vers une économie du durable où l'activité économique respecte surtout la capacité de charge de la planète. Dans la troisième section, nous explicitons le cas du Maroc et sa politique de la croissance verte, ainsi que les perspectives de sa transition vers le développement durable.

2 CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DURABILITÉ

2.1 CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les manuels d'histoire des faits économiques remontent les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Cette révolution a permis de trouver la manière d'exploiter les ressources pour augmenter la production. Ce faisant, le développement économique s'est basé principalement sur l'approvisionnement en matières premières et une production intensive. Il s'agit d'une croissance basée sur une organisation de l'industrie aboutissant à une consommation de masse.

Les deux notions de développement et de croissance sont étroitement liées. Il s'agit d'une relation qui rappelle que le développement économique est la combinaison des changements mentaux, sociaux, économiques et démographiques d'une société qui la rendent apte à croître durablement sa richesse [3]. Ces changements favorisent par conséquent la croissance, et expriment une étroite relation entre la variation du capital économique, humain et naturel d'un pays et l'évolution de son activité économique. En principe, cette croissance est censée augmenter la richesse et éliminer la pauvreté et l'injustice sociale.

L'augmentation de la population est accompagnée par la croissance exponentielle des besoins en termes de produits alimentaires. Cela a un impact direct sur le comportement d'investissement qui implique une utilisation massive de ressources

¹ A la conférence de Rio en 1992, 178 pays ont adopté un document de référence pour promouvoir le développement durable. La notion de développement durable existe depuis le rapport de Brundtland en 1987 connu sous le titre *Notre avenir à tous*.

naturelles. La pollution constitue une résultante naturelle de ce système. Il interfère à la fois avec l'expansion démographique, la production alimentaire et l'augmentation vertigineuse de l'utilisation des ressources de la planète [4].

Désormais, les questions relatives à la croissance économique et à l'écologie sont inextricablement liées dans la perspective de mise en œuvre d'un développement durable. Ce développement exige une restructuration aussi bien de l'activité de production que des rapports sociaux. L'adaptation des infrastructures sociales et matérielles à cette nouvelle exigence sera capitale pour réussir ce développement. Il se soucie du bien être des générations présentes et futures et propose de mettre en œuvre des concepts comme l'écologie industrielle et l'équité sociale.

Il s'agit d'un modèle économique qui devrait s'occuper de nombreux enjeux au moment où aucune autre voie de développement n'est parvenue à mettre à l'abri l'environnement et ses ressources. Dans ce développement, la population, la technologie, l'investissement, la redistribution de la richesse et les ressources naturelles sont des grandeurs liées les unes aux autres par un ensemble de relations qui déterminent les modes de fonctionnement du système global qui réunit le développement et la croissance. Ces grandeurs forment les capitaux nécessaires participant à ce fonctionnement. Selon cette logique, le capital naturel et le capital humain doivent être traités au même titre que le capital physique, car tous les trois sont parfaitement complémentaires, et participent à la croissance d'une économie en cohérence avec la notion de la durabilité [3].

2.2 LIBERTÉ, MORALITÉ ET DURABILITÉ

La liberté intéresse les principes qui régulent la distribution des opportunités concernant les avantages socio-économiques au sein d'une société. L'organisation sociale doit systématiquement aboutir à une distribution des libertés individuelles pour résoudre les conflits d'intérêts. Pour Sen, la liberté individuelle est ce qui doit être défendue par la société en tant que valeur et aussi comme une responsabilité sociale [5]. Selon lui, l'économie est une science morale, et le développement est un processus par lequel les libertés réelles des personnes se développent.

C'est ainsi que Rawls confirme que l'homme est aussi guidé par le souci des autres et le malheur d'autrui ne fait pas toujours son bonheur [6]. Pour lui, aucun individu n'est privilégié ou désavantagé en raison de ses circonstances sociales, son succès est une conséquence évidente de ses propres efforts. Dans ce contexte, Sen montre aussi que la confusion entre la croissance économique et le développement dénote une conception étriquée de l'homme et de l'économie [5], [7].

Il est évident que ces aspects modifient la perception du progrès économique et social. Dépasser la stricte rationalité économique de l'individu, qui consiste à poursuivre uniquement son propre intérêt, permet d'arriver à des choix sociaux intégrant la conscience humaine. Et c'est principalement ce que dit l'éthique : il faut une valeur ajoutée de la conscience humaine pour réguler l'agir humain. Il est évident donc que cette conscience donne lieu à des choix moraux conduisant sans doute au bien-être collectif et à l'équité sociale. Le salut de l'homme justifie l'arrêt de l'exploitation effrénée de la nature en faveur d'une gestion intelligente et raisonnable de la planète [2].

A partir de cette reconnaissance fondamentale, il en sort que la moralité dans le domaine économique peut être explicitée selon plusieurs dimensions : liberté, bien-être parfaitement égalitaire, distribution équitable de la richesse et croissance économique. En pensant ainsi, l'économie doit être morale. C'est pourquoi les travaux de Sen contribuent à restaurer la dimension éthique dans un cadre économique et social [5]. L'enjeu est de repenser le défi que soulève le problème conjoint de la distribution des richesses et de l'équité en mettant en avant les libertés individuelles. Il en déduit que les inégalités sociales ne se justifient que s'il y a une parfaite égalité des chances.

En somme, il existe une étroite relation entre la croissance, le bien être et la liberté des individus. Le changement dans le domaine économique affecte plusieurs autres domaines et leurs évolutions, notamment la qualité de la vie, le bien être et l'équité sociale. Il s'agit par conséquent d'introduire le concept de la durabilité pour rendre compte du bien être collectif durable.

Il s'agit d'une perspective qui vise en effet à rendre possible l'existence d'une économie durable et juste. Cette perspective met l'accent sur la place importante accordée au problème de la justice entre les générations [6]. Cette justice indique que les individus appartenant à des générations différentes ont des devoirs les uns envers les autres au même titre que s'ils appartenaient à la même génération.

2.3 DES LIMITES À LA CROISSANCE

En 1972, le rapport commandé par le Club de Rome² évoque pour la première fois une nouvelle donne à savoir les limites de la croissance et son incapacité à continuer de générer du bien être. D'après ce rapport, une croissance infinie dans un monde aux ressources limitées est impossible. Avant cette date, l'idée générale était que la croissance peut se faire sans limite. Aujourd'hui, il est évident que le monde est entré dans la période d'arrêt de la croissance, plusieurs facteurs le montrent : le changement climatique, l'épuisement des ressources, la pollution...

La croissance optimale exerce de plus en plus de pressions sur la planète et sa capacité de produire les ressources nécessaires. Ce caractère intensif s'est traduit par une prédation de plus en plus importante sur les richesses naturelles. En effet, l'essor de l'industrie a suscité une augmentation vertigineuse de la production qui fait que l'humanité a dépassé les limites de la capacité de charge de la planète : ce que ses ressources peuvent supporter pour répondre au développement économique et démographique. Ces facteurs peuvent arrêter effectivement la croissance.

En effet, la surexploitation des ressources naturelles d'une manière continue appauvrit considérablement le milieu naturel. De plus, l'agriculture intensive, l'urbanisation rapide et le développement des transports individuels constituent les principales bases de cette croissance. Ils s'accompagnent d'une forte pollution et d'une utilisation massive des ressources. Les limites physiques de la planète, à savoir la disparition des ressources naturelles et la capacité limitée de la terre à absorber les émissions polluantes, font qu'elle ne peut plus alimenter continuellement les besoins de cette activité intensive.

La croissance économique doit être forcément liée à des transformations intéressant les domaines économique, social, démographique et écologique. Il s'agit d'agrèger plusieurs sortes de capitaux : le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel pour produire des richesses [8]. En conséquence, la croissance économique qui garantit un bien être social ne doit pas avoir un impact négatif sur ces différents capitaux. Cependant, la croissance s'est basée davantage sur les capitaux physique et intellectuel, ce qui fait que l'investissement en capital naturel a pris beaucoup de retard. Il s'agit d'un retard qui rend insatisfaisant la gestion de l'ensemble des questions sociales et environnementales.

En conséquence, l'accumulation de certains capitaux, notamment technique, s'est faite au détriment de la nature et de la société. Il faut donc redonner les moyens à la société pour préserver ses ressources et éviter toute destruction irréversible de la nature. D'ailleurs, il faut tenir compte du manque à gagner que l'exploitation des ressources implique pour les générations futures. En effet, plus de 60% des principaux biens et services rendus par les écosystèmes ont été dégradés ou exploités de manière non durable [9].

Pour chercher des alternatives à ce système, le changement du mode de croissance est nécessaire pour que la planète continue de fournir les ressources et les actifs environnementaux sur lesquels se base le bien être des sociétés [10]. Ce changement invite à respecter les limites physiques de la terre et permet de stopper la domination de l'économie et sa capacité à symboliser toute l'activité de la société.

La décroissance se veut donc une organisation économique et sociale permettant de rééquilibrer les ressources et contrer l'idée d'une croissance qui constitue la solution à tous les problèmes de l'humanité [11]. Il s'agit de réfléchir sur la manière qui permet de trouver la voie vers la durabilité. En d'autres termes, trouver le sentier de croissance qui évite que l'empreinte écologique de l'humanité dépasse la capacité de charge de la planète. Cette voie a comme objectif de limiter l'exploitation abusive des ressources et redistribuer la richesse d'une façon équitable.

C'est pourquoi la bonne gouvernance dans l'exploitation des ressources et l'efficacité économique sont des étapes nécessaires pour mettre en place un modèle économique qui répond aux exigences de la durabilité. Ces mesures exigent des solutions coordonnées à l'échelle planétaire [12].

² Le Club de Rome est un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels. Ce club réuni depuis 1968 a produit un rapport Meadows (intitulé *Halte à la croissance*) en 1972 qui avertit le monde d'une économie catastrophique au XXI siècle. Il prône donc une croissance zéro. La même année le programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) est créé. On parlait dorénavant d'écodéveloppement. C'est une notion ayant le même sens que le développement durable.

3 TRANSITION VERS LA DURABILITÉ

3.1 MESURE DE LA DURABILITÉ

Pour mesurer la croissance économique, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) par tête est l'agrégat utilisé à tout azimut. Cependant, le PIB est un indicateur de richesse qui ne renseigne ni sur la qualité de vie, ni sur la durabilité [13]. Il fournit une mesure qui ne tient pas compte de ce que la génération présente peut léguer aux générations futures en termes de capital naturel [14]. De plus, il est neutre vis-à-vis de la distribution des revenus [13], il ne reflète qu'une moyenne qui ne dit rien sur les inégalités sociales et économiques, inégalités qui devront être évaluées entre personnes, catégories socioéconomiques, sociétés et générations... Cela pose la question de la pertinence d'utiliser le PIB comme indicateur du bien être.

En effet, le bien être social et la qualité de l'environnement sont des éléments qui échappent à la mesure via le PIB [15]. Il constitue une mesure non adaptée à l'évaluation du progrès social ou du sentiment de bien être. C'est ainsi que le groupe qui s'occupe de la durabilité au sein des Nations unies recommande de ne plus mesurer le développement à l'aide du PIB et encourage l'adoption des nouveaux indicateurs du développement durable [12]. L'adoption d'autres modes de mesures, au-delà de la mesure classique du PIB, permet de tenir compte d'autres composantes du bien être à savoir, le capital naturel et l'équité sociale.

Grâce à Sen, l'Indice de Développement Humain (IDH) est devenu un indice majeur notamment pour le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). L'approche du développement selon cet indicateur constitue une réelle avancée qui contredit l'approche prévalant avant les années 1990.

Néanmoins, dans son calcul, il faut noter la substituabilité des actifs, de sorte que la faiblesse de l'un puisse être compensée par l'importance des autres, ce qui fait que certains actifs ne sont pas suffisamment considérés dans ce calcul [16]. Ainsi la critique faite à l'IDH concerne le caractère réducteur de cet agrégat qui ne reflète pas la diversité des situations qui concernent chacune des dimensions : monétaire, éducative et sanitaire [16].

D'après Boidin, le bien être dépend d'un niveau de revenu suffisant, d'une instruction suffisante, d'un bon état de santé, d'une cohésion sociale forte et d'un environnement de qualité [16]. Ceci renvoie donc à une question fondamentale, à savoir la mesure capable d'appréhender toutes ces dimensions. En ce sens, la notion de bien être doit être élargie pour englober d'autres conditions de vie immatérielles comme la participation à la vie sociale et politique, la qualité des liens sociaux et les rapports des sociétés à l'environnement [14].

Dans cette perspective, une sélection d'indicateurs³ a été choisie sur la base des travaux de l'OCDE et des organismes internationaux. Ainsi l'IDH a connu des améliorations d'une manière progressive en tenant compte de l'emprunte écologique, ce qui a donné lieu à l'indice de développement durable humain IDDH. De même, en tenant compte des inégalités, il est devenu l'IDH ajusté aux inégalités. Le choix de ces indicateurs s'est effectué selon la pertinence et la justesse de leur mesurabilité. Tous ces raffinements⁴ ont été conçus et adaptés dans l'objectif de rendre compte du bien être et de la notion de la durabilité. Ils tendent à capturer le suivi de productivité des ressources environnementales (le volume de la production fournie par les actifs naturels), le suivi de la qualité environnementale de la vie, ainsi qu'à décrire l'évolution des actifs naturels et les opportunités économiques créées par ces considérations écologiques [10].

3.2 RECONSIDÉRER LES PRIORITÉS POUR LA DURABILITÉ

Malgré l'étendu de l'économie libérale à plusieurs régions du monde, elle est largement contestée dans la mesure où elle n'épargne ni les crises qui aggravent les difficultés économiques, ni les inégalités sociales. La croissance est censée créer de la richesse et du bien être pour la société. Mais elle s'accompagne de dégâts considérables dont les populations subissent les

³ L'OCDE gère plusieurs bases de données et un ensemble d'indicateurs afin de suivre l'évolution des performances technologiques et industrielles. Les travaux de l'OCDE continuent pour affiner ces indicateurs tout en gardant comme objectif l'importance de concilier le souci d'exhaustivité et le besoin de simplicité.

⁴ Le PIB est aussi amélioré pour être le PIB vert. C'est le PIB pondéré par les effets sur l'environnement : consommation du stock des ressources, dégradation des sols, pollution, déchets et rejets...

conséquences sociales et environnementales. Conjuguant précarité et distorsions sociales, elle n'a pas permis de faire baisser le taux de pauvreté dans quasiment toutes les régions du monde.

Plus d'un milliard d'individus souffrent aujourd'hui de la faim et des millions de personnes vivent dans une extrême pauvreté [12]. D'ailleurs, ce sont les institutions internationales comme la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui ont convaincu le Nord, comme le Sud, des bienfaits de ce système économique basé sur des investissements intensifs et une production industrielle accélérée. Cependant, cette dernière a généré une dette écologique importante. Et de tels investissements ont accéléré le mouvement vers un manque accru de ressources naturelles. En revanche, aucune solution n'est avancée concernant la manière de régler la crise écologique induite par cette croissance.

Dans ce contexte, la préservation de l'environnement et la valorisation des ressources naturelles deviennent de plus en plus une nécessité primordiale pour l'avenir [3]. La durabilité implique la prise en compte de la dépréciation du capital naturel qui doit être pleinement intégrée dans les stratégies de développement économique [9].

Pour chercher une solution efficace contre la dégradation environnementale, la notion de la durabilité porte sur la somme totale des différents capitaux soutenant la capacité productive. Elle montre l'importance que prennent aujourd'hui les considérations écologiques en portant un nouveau regard sur les activités économiques et la société. Une activité est durable s'il est possible de la perpétuer sans qu'elle n'entraîne des conséquences négatives sur le bien être de la société. La durabilité invoque de respecter les équilibres écologiques.

Le cadre d'analyse économique néoclassique occulte l'idée de la complémentarité entre le capital naturel et les autres capitaux. Cette idée soulève le débat entre la durabilité faible et la durabilité forte [17]. Pour la durabilité faible, le maintien du capital global quelle que soit sa composition, est suffisant pour atteindre le développement durable. En revanche, la durabilité forte insiste sur le fait de garder un minimum constant des différentes composantes non substituables et essentielles du capital naturel [9].

D'après Lecaillon, le problème provient des politiques trop interventionnistes qui ont pour vocation d'enrichir les classes favorisées au détriment des éléments de la nature [18]. Or, toute dévalorisation environnementale implique un développement économique qui s'accompagne d'une dégradation excessive de l'environnement, et le développement économique se poursuivra sur un sentier non durable. C'est pourquoi nombreux sont les auteurs qui proposent des outils économiques comme les taxes, les normes et les permis de pollution pour reconsidérer les priorités et trouver des solutions pour faire face aux différentes externalités.

L'éthique permet à son tour à la société de se questionner sur les alternatives possibles permettant l'amélioration du bien être des populations. Par conséquent, ceci ne pourra être possible qu'à travers une dynamique d'évolution vers des nouvelles valeurs. Il s'agit également d'une inflexion dans les représentations sociales pour que la croissance soit socialement valorisée [1].

Il reste donc à explorer les modes de croissance les moins destructeurs du patrimoine naturel, et qui permettent de dégager un développement qui assure une meilleure qualité de vie. C'est un processus qui pourra amener les sociétés à redéfinir leurs priorités afin d'assurer une réduction de l'empreinte écologique [19]. L'objectif est de favoriser un modèle désirant construire une société alternative où l'environnement et la société auront plus de place par rapport à l'économie.

3.3 LES ENTREPRISES AU CŒUR DU DISPOSITIF

Le succès industriel et économique des années 1960-70, a entraîné le développement de l'économie et la transformation des produits avec une croissance vertigineuse influençant d'autres variables comme la consommation des matières premières, l'utilisation de l'énergie et la pollution. La surconsommation et le gaspillage induisent une perte énorme de ressources. En plus, l'écodéveloppement est un concept abandonné sous l'influence des industriels pour qui les préoccupations prêtées aux questions écologiques constituent un frein à l'activité industrielle et au progrès économique.

Pour ces raisons, il devient nécessaire d'aménager les ressources afin de conserver le potentiel productif pour les futures générations [14]. La prise en compte de l'écologie implique des programmes de sensibilisation pour impliquer les acteurs économiques dans ce processus. De même, il est primordial que la contrainte environnementale soit prise en compte en donnant la priorité à la mise en œuvre de stratégies telles que la réorganisation de l'activité industrielle et la prise en compte de l'écologie dans le processus de production.

Ainsi, de plus en plus de pression se fait sur les entreprises afin qu'elles s'engagent davantage dans le processus de développement durable. Dans ce contexte, il représente la responsabilité des entreprises à la fois économique, sociale et

environnementale, qui est connue aussi sous le nom de responsabilité sociétale des entreprises. Cette dernière est au cœur de tout dispositif qui vise à organiser les priorités pour une vision d'un développement qui ne doit pas compromettre le progrès économique ni limiter l'initiative et l'innovation. Ceci est rendu possible par la charte de développement durable qui est un ensemble de mesures que les différents acteurs s'engagent à respecter.

A cet effet, les entreprises devraient être réorganisées en fonction de ces nouveaux objectifs et en utilisant les technologies qui s'adaptent aux besoins écologiques. Il s'agit de favoriser l'adaptation des techniques sans exclure les transferts de technologies, ni les apports de la science moderne. En ce sens, il n'y aura plus de développement possible si cette production n'est pas socialement équitable et écologiquement acceptable.

Par ailleurs, la meilleure exploitation des ressources, les alternatives énergétiques et l'efficacité économique sont des outils nécessaires pour conduire des changements au sein des entreprises, et par conséquent au niveau de toute l'économie. Ces changements visent à donner un contenu opérationnel à la notion de développement durable. Il convient donc aux entreprises d'investir pour donner de l'importance à la question environnementale, tout en conciliant la priorité de leur croissance et la préservation des ressources naturelles et de l'environnement. Il s'agit d'une tentative qui vise à concilier la croissance et le développement durable [4].

4 ECONOMIE DU DURABLE : CAS DU MAROC

4.1 CROISSANCE VERTE ET PERSPECTIVES D'UNE ÉCONOMIE DU DURABLE

D'après l'OCDE, la croissance verte est un processus créateur de richesse et respectueux des équilibres écologiques [12]. Elle vise à préserver les actifs naturels générateurs de ressources. Cette croissance rime avec un développement qui cherche la durabilité des activités économiques et des ressources écologiques. D'après l'OCDE, l'utilisation des actifs naturels sera durable lorsque ce qui est régénéré naturellement ou par l'investissement est plus important que ce qui est retiré à cause de l'exploitation. Les défis environnementaux imposent de promouvoir un développement qui économise les ressources énergétiques et préserve l'environnement et l'équité sociale [2]. Il convient donc d'assurer les équilibres nécessaires pour ne pas miner le système écologique, puisque la rareté écologique est une menace pour la réalisation du développement durable [9].

Dans sa définition de la croissance verte, l'OCDE insiste sur la qualité de la croissance et les enjeux des opportunités économiques [10]. La croissance verte consiste à replacer la croissance économique sur le chemin de la durabilité, en se basant sur les avancées technologiques et le progrès social. Il s'agit de favoriser la croissance qui permet aux actifs naturels de continuer à fournir les ressources sur lesquelles se base le bien être [10].

Cette croissance représente une opportunité pour le Maroc afin de placer son économie sur une trajectoire de développement durable. Il s'agit d'un développement basé sur des modes de croissance répondant aux critères de durabilité. Le COP 22 était une opportunité pour le Maroc d'exposer ses avancées en termes de lutte contre les changements climatiques. Sa politique de croissance a toutes les chances pour se traduire en des programmes de développement durable. En effet, plusieurs plans⁵ ont vu le jour et qui visent à améliorer la performance des activités économiques afin de lutter contre la pauvreté et la surexploitation des ressources.

De plus, des réformes d'ordre institutionnel, réglementaire et financier, ont été mises en place par le Maroc. D'ailleurs, après le sommet de Rio de 1992⁶, le Maroc a procédé à la création d'un département ministériel chargé de l'environnement [20]. Ce sont des politiques incitatives pour impliquer certains secteurs dans le développement durable comme les énergies renouvelables et la gestion des ressources hydriques. De même, une charte nationale de l'environnement et du développement durable a été adoptée en 2012, puis une loi cadre portant cette charte a été adoptée en 2014. Ces mesures

⁵ On peut citer le plan Maroc vert (2008-2020) qui vise à améliorer la performance du secteur agricole pour qu'il soit le moteur de la croissance et de lutte contre la pauvreté, ainsi que les programmes sectoriels visant à promouvoir l'inclusion sociale et l'entrepreneuriat vert, comme le plan solaire, le programme éolien intégré ou le programme national d'économie d'eau d'irrigation.

⁶ Le sommet de la terre tenu à Rio en 1992 a mis en avant la nécessité de définir les actions pour protéger l'environnement, assurer l'équité sociale et combattre la pauvreté. Il a insisté sur la nécessité d'une croissance verte pour faire face à ces problèmes pressants que partagent tous les pays.

permettent une adaptation du modèle de croissance actuel pour amorcer une transition vers une utilisation plus efficace des ressources [20].

La transition vers une croissance verte est susceptible d'offrir de nouvelles opportunités de création de richesses et d'emplois. En effet, en France, la croissance verte représente un potentiel significatif de création d'emplois [21]. Il s'agit en réalité d'assurer la conversion écologique des secteurs économiques clés qui ont la capacité de stimuler l'investissement et l'innovation et parvenir à transformer les contraintes en opportunités [10]. Pour ces raisons, le Maroc a mis en place une économie verte inclusive. C'est ainsi qu'il a mis en place l'initiative nationale pour le développement humain (INDH), afin d'inscrire le Maroc dans un processus d'intégration des questions sociales et d'assurer le développement humain et la cohésion sociale. L'objectif est d'intégrer toute la société pour combattre la pauvreté et éradiquer la précarité. A cet égard, plusieurs fonds⁷ ont vu le jour afin de financer les différents projets et programmes relatifs à ces plans.

Néanmoins, le Maroc connaît un ensemble de problèmes d'ordre écologique qui persistent encore comme la dégradation des sols, la déforestation, la surexploitation des ressources, la désertification, la pollution des eaux et la diminution du potentiel des ressources hydriques [20]. Dans le même ordre d'idée, le taux d'émission de gaz à effet de serre, malgré sa faiblesse, est en constante augmentation. Ces problèmes sont accentués par certains secteurs qui sont sources d'importantes pollutions comme la production d'acide phosphorique, les cimenteries et l'utilisation massive de pesticides et d'engrais.

Plus encore, la croissance démographique et l'augmentation de la consommation ont mis à mal les efforts du Maroc pour réduire la pauvreté et combattre la fragilité de certaines couches sociales. Il est urgent donc de se munir d'un certain nombre d'outils permettant la transition de son économie vers la durabilité.

4.2 OUTILS DE TRANSITION VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Maroc a intérêt à adapter sa politique économique selon les exigences du développement durable. Son engagement dans ce domaine est indéniable⁸. Il reste à systématiser l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans les programmes de développement à travers un ensemble d'outils d'accompagnement en commençant par cibler les secteurs prioritaires.

4.2.1 SECTEURS PRIORITAIRES

A l'instar de la politique de l'économie verte en France, il faut d'abord identifier les secteurs prioritaires [21]. Généralement, les domaines prioritaires sont les transports, les énergies renouvelables, la protection de la biodiversité, la gestion de l'eau et des déchets [21]. Il s'agit aussi de s'occuper d'autres domaines comme l'urbanisation et le transport. A cet égard, le transport demeure l'une des activités les plus consommatrices d'énergie et par conséquent les plus polluantes [22].

Au Maroc, les secteurs prioritaires sont les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la gestion des déchets et la situation des ressources hydriques [20]. Plus encore, il s'agit de faire face à des priorités plus alarmantes comme la dépendance énergétique, la gestion des déchets industriels et domestiques et la diminution des réserves d'eau. En effet, le Maroc connaît une dépendance énergétique exorbitante et une pression qui menace sa sécurité hydrique, ce qui peut affecter des domaines stratégiques comme l'agriculture. Ce secteur qui utilise plus de 80% des ressources en eau sera le plus affecté [20]. En outre, pour faciliter son développement durable, le Maroc est soumis à l'obligation de promouvoir le développement de certains domaines pour faire face au retard accumulé concernant la déforestation, la désertification et la forte urbanisation [23].

4.2.2 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Malgré ses efforts, le Maroc s'inscrit parmi les pays les plus dépendants énergétiquement, il importe environ 93% de l'énergie consommée [20]. Il convient donc de développer des sources d'énergies alternatives plus respectueuses de l'environnement. Les alternatives énergétiques passent forcément par les énergies renouvelables, car même si l'efficacité énergétique réduit la demande en énergie, elle ne permet pas de combler les besoins en constante augmentation. De ce fait,

⁷ A titre d'exemple on peut citer : fonds de développement énergétique, fonds national forestier, fonds d'assainissement liquide, fonds de dépollution industrielle, fonds national pour l'environnement.

⁸ Le Maroc a ratifié plus de 80 accords relatifs à l'environnement. Il a créé un comité national de changement climatique et un conseil pour le mécanisme de développement propre.

le secteur des énergies renouvelables sera celui qui présente la plus forte croissance d'ici 2030 avec un taux de 7,2 % annuellement [22].

En outre, la durabilité doit être amorcée et accompagnée tout le long de son processus par une transition énergétique. Elle permet à la croissance de continuer à générer de la richesse et du bien être mais avec beaucoup moins d'impacts négatifs sur l'environnement. Cette transition apparaît comme une solution efficace quant à la promotion et la réussite de la croissance verte.

La transition énergétique prend plusieurs formes. La forme la plus courante est un mix énergétique dans lequel les énergies fossiles et renouvelables seront les plus présentes. L'exemple de la France est intéressant concernant le mix énergétique (25% de nucléaire, 25% de solaire, 40% d'énergie fossile, 10% d'éolien) [24]. Ce pays converge vers un modèle d'énergie sans gaz à effet de serre. Il est susceptible de marquer une rupture de tendance avec zéro gaze polluant. Dans ce cadre, en maîtrisant sa consommation énergétique, le Maroc ambitionne d'être le pionnier à l'échelle du continent africain.

Il reste à réfléchir sur la manière de modifier les habitudes de consommation et de développer les technologies les plus économes en ressources et en énergie afin d'espérer une vie plus protectrice de l'environnement. A cet égard, il s'agit aussi de sensibiliser les citoyens et les impliquer pour une transition énergétique participative [24].

4.2.3 INNOVATION ET TECHNOLOGIE

Le Maroc a lancé des initiatives pour une décarbonisation de l'économie à l'aide des programmes d'éco-innovations [23]. Ces programmes touchent principalement les systèmes énergétiques, les modes de production et de construction, la conception des bâtiments et la gestion des déchets. Généralement ces programmes consistent à créer de nouveaux produits, de nouveaux modèles d'entreprise et d'entrepreneuriat, ainsi que de nouveaux modes de consommation pour réussir ce processus de conversion [10]. Dans ce cadre, l'accent est mis notamment sur l'utilisation de matières premières moins polluantes et la production de biens réutilisables.

L'expansion des filières vertes sera une résultante de ses programmes d'innovations. Cela permet de renforcer l'engagement des entreprises en faveur de la croissance verte pour faire émerger à la fois de nouvelles technologies et de nouveaux modes de production. Ainsi, il est souhaitable d'avoir un programme national pour la recherche et le développement afin de former les compétences et promouvoir les métiers aptes pour cette économie. D'ailleurs, le Maroc, en comptant sur le domaine scientifique et technologique, ambitionne de se positionner à l'échelle internationale en produisant et exportant les technologies vertes.

Cependant, malgré son rôle déterminant, l'Etat ne peut seul relever tous ces défis, il faut impliquer le secteur privé et faire valoir le rôle des start-up et les filières en émergence. Ceci permet à la croissance verte d'offrir un retour sur investissement aussi durable [12]. Ces objectifs s'obtiennent en changeant les modes de consommation et de production courants. Le mode recherché permet de donner plus d'importance au bien être de l'homme sans remettre en question les acquis techniques et scientifiques.

4.2.4 SENSIBILISATION ET INFORMATION

Nombreux sont les économistes qui confirment que le progrès technique sera insuffisant pour apporter des réponses aux problèmes environnementaux, et il faut donc conduire des changements pour influencer les comportements [21]. Introduire des innovations sociétales fondées sur des changements culturels et comportementaux, permet d'encourager les initiatives en faveur de la société et de l'environnement. Ainsi, il faut inciter les citoyens pour qu'ils adhèrent aux différents projets sociaux et environnementaux. Les actions de sensibilisation visent principalement à sensibiliser aux dangers présentés par la pollution et le processus de raréfaction des ressources. En ce sens, l'implication des citoyens dans des choix plus économes permettent de garantir l'économie de l'eau et l'efficacité énergétique. Cette dernière peut se faire à travers un transport propre, une énergie renouvelable et un usage de ressources sans gaspillage.

L'Etat doit donc assurer une large mobilisation de la société pour influencer les comportements et les modes de consommation. Pour ces raisons, il faut commencer par l'éducation et l'école afin de gagner l'adhésion des citoyens. Il faut donner également l'occasion à plus de femmes de s'impliquer dans ces programmes et assurer une meilleure mobilisation de la société. La femme avec sa fonction au sein du foyer, qui est un lieu important de consommation de ressources (énergie, eau) et de production de déchets, a une grande responsabilité concernant l'éducation et la sensibilisation.

Au bout du compte, il s'avère primordial d'inciter les citoyens à réfléchir aux conséquences de leurs actions. Il s'agit de chercher leur soutien en faveur de mesures susceptibles de changer les habitudes et de réduire les effets néfastes du mode de

consommation courant. Ainsi, en faisant émerger une culture de la concertation, cela permet de donner aux citoyens le pouvoir d'agir ensemble et de créer un engagement de la société pour réussir ces projets. Par conséquent, l'homme a besoin d'être plus conscient et il doit faire preuve d'une grande adaptabilité pour conduire ces changements. Cela lui permet de faire des bons choix et moduler ces derniers selon les intérêts présents et futurs.

4.2.5 RÉGLEMENTATION ET FISCALITÉ

Le Maroc s'est engagé depuis longtemps dans des réformes institutionnelles et réglementaires pour intégrer les questions écologiques dans certains secteurs stratégiques comme l'efficacité énergétique, l'économie de l'eau et l'agriculture [23]. Les instruments réglementaires ne doivent pas être omis ou marginalisés comme instruments de lutte contre les effets négatifs des activités économiques.

Par conséquent, il convient de poursuivre l'adaptation du cadre législatif et fiscal à travers une fiscalité environnementale. L'objectif est d'introduire des réformes afin d'assurer l'intégration de la dimension écologique et promouvoir les filières stratégiques (économie de l'eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, gestion des déchets). Il s'agit aussi de chercher à travers un ensemble de mesures incitatives l'implication du secteur privé. Ainsi, il importe d'inciter ce secteur pour qu'il soit plus concerné, afin d'améliorer les investissements privés et le financement public-privé.

Dans cette optique, ces mesures peuvent assurer une meilleure prise de décisions relatives à l'usage du capital naturel. Il convient de continuer les efforts dans ce sens afin d'éviter toute croissance intensive pouvant donner lieu à une prédation de plus en plus importante sur les richesses naturelles.

4.2.6 COLLABORATION ET COORDINATION

Certes, le Maroc a pu mettre en place des programmes sectoriels, mais il manque une stratégie globale qui réunit les efforts et coordonne les choix pour assurer l'efficacité de la transition vers la durabilité. De plus, l'intégration des différents programmes aux niveaux régional et local semble insuffisante pour une économie qui veut relever le défi du développement durable. Il faut donc chercher des partenariats avec le secteur privé, les collectivités locales et la société civile.

D'ailleurs, accroître la coopération et la coordination entre spécialistes de l'environnement et écologistes permet de mettre en place une collaboration interdisciplinaire pour chercher à inverser la tendance non durable du développement. Cette collaboration vise à améliorer et accélérer le partage de l'information, des compétences et des technologies [12]. A cet effet, les questions relatives à la durabilité doivent être intégrées dans les programmes de formation et d'enseignement.

Vu l'ampleur des dégâts environnementaux, il est difficile d'imaginer qu'une correction en douceur soit efficace [21]. Ainsi le Maroc doit-il chercher des moyens pour galvaniser les volontés et les attiser via une stratégie globale réunissant les efforts et coordonnant les politiques et les actions. L'objectif est que chaque individu s'approprie les démarches alternatives et les fasse transparaître dans des actions quotidiennes. Le développement durable ne peut être réalisé qu'avec l'engagement des citoyens. Tel est le chemin qui semble mener au développement durable.

5 CONCLUSION

La croissance économique continue, malgré tout, à entraîner une détérioration de l'environnement et une dégradation du bien être. Le monde continue à exploiter les ressources de la planète à un rythme qui ne peut être en aucun cas tenable. De même l'équité sociale et l'éradication de la pauvreté demeurent des ambitions hors d'atteinte [12].

C'est ainsi que les problèmes générés par le comportement humain sont venus modifier la perception du progrès économique. Ainsi une refondation complète du système est nécessaire. Il est donc évidemment nécessaire de mettre en avant les rapports sociaux et la protection de l'environnement dans tout modèle économique qui vise la durabilité. Il demeure un projet permettant de mobiliser les ressources et les énergies pour concrétiser les objectifs de la durabilité.

Il est grand temps donc de faire de la croissance verte une réalité afin de préserver les ressources naturelles pour les générations futures. La nature offre à l'homme les conditions de sa durabilité [2]. Cela consiste à chercher une manière permettant d'allier protection de l'environnement et développement économique et social. Il s'agit d'inscrire la croissance dans une stratégie globale définissant le modèle de développement capable d'emprunter le sentier d'un développement humaniste et durable. C'est ainsi qu'en comblant les lacunes et apportant les adaptations nécessaires au projet, le Maroc semble bien armé pour instaurer une croissance inclusive et équitable. Il a toutes les chances pour faire de cette croissance un pilier pour sa transition vers le développement durable.

Ces solutions exigent une refondation de la vie sociale pour une réorganisation des activités de consommation et de production. Elles peuvent servir de moteur pour que la société apprenne à s'organiser autrement [25]. Il faut travailler ainsi pour trouver un système économique sans aucune prédation sur les ressources de la planète. Ainsi de par la qualité de vie qu'il offrira, ce système sera adopté par un nombre grandissant d'individus jusqu'à remplacer totalement le système économique dominant. Une telle alternative peut mieux conduire la société en permettant la transition vers un développement durable.

Aujourd'hui ce développement n'a pas de réalité concrète. La dimension économique s'est accaparée tous les efforts au moment où l'optimalité de la croissance l'a emporté par rapport à la durabilité exposant de plus en plus la planète à des dommages irréversibles.

REFERENCES

- [1] H. Blanc and A. Raymond, « Prise en compte de la durabilité dans la présentation sociale de la croissance économique », *Développement durable et territoires*, Vol. 2, n°3, Décembre 2011.
- [2] R. Baudouï, « Penser la transition éthique de l'urbanisme pour l'aménagement de villes durables. Le cas de la France et de la Suisse », *Éthique publique*, vol. 16, n° 1 | 2014.
- [3] S. Allemand, « Les ressorts de la croissance », *Sciences Humaines*, juillet, n° 151, p. 42 – 45, 2004.
- [4] A. De Ravignan, « Taxe Carbone, qui perd, qui gagne ? », *Alternatives économiques*, n° 284, octobre, 2009.
- [5] A. Sen, *L'économie est une science morale*, La Découverte, Paris, 2003.
- [6] J. Rawls, *Justice et démocratie*, Editions du Seuil, Paris, 1993.
- [7] A. Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Odile Jacob, Paris, 2000.
- [8] J.E. Stiglitz, A. Sen, J.P. Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, septembre 2009.
http://base.socioeco.org/docs/rapport_francais.pdf [Consulté le 9 octobre 2019]
- [9] E.B. Barbier, « Economie verte et développement durable : enjeux de politique économique », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2012/4 Tome LI | pp 97 à 117, 2012.
- [10] OCDE, *Vers une croissance verte : Suivre les progrès : Les indicateurs de l'OCDE*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, 2011.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264111370-fr>
- [11] P. Ariès, *La décroissance : Un nouveau projet politique*, Villeurbanne (Rhône), Golias, 363 p, 2007.
- [12] OCDE, *Coopération pour le développement 2012 – Comment intégrer durabilité et développement*, Éditions OCDE, Paris, 2012.
<http://dx.doi.org/dcr-2012-fr>
- [13] G. Heal and A. Ayoung Le Kama, « Durabilité, Croissance et Prospérité », *Revue française d'économie*, n°2/vol XXVI, 2011.
- [14] S. Moatti, « Richesse, bien être et progrès », *Alternatives économiques*, n°283, septembre, p. 54-64., 2009.
- [15] O. Simon, Mesure des performances économiques et du progrès social : les conclusions de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi. In: *Économie & prévision*, n°193, 2010-2. pp. 121-129, 2010.
http://www.persee.fr/doc/ecop_0249-4744_2010_num_193_2_8039 [Consulté le 8 octobre 2019]
- [16] B. Boidin, « Développement humain, développement durable et « pays en développement » : comment articuler et mesurer les différentes dimensions ? », *Développement durable et territoires*, Dossier 3 | 2004.
- [17] R. Beau, « Une perspective philosophique sur la durabilité forte. Pour un écocentrisme relationnel », *Développement durable et territoires*, Vol. 10, n°1 | Avril 2019.
- [18] J. Lecaillon, *Faut-il stopper la croissance?* Paris, Salvator, 114 p., 2007.
- [19] S. Latouche, *Le pari de la décroissance*. Paris, Fayard, 302 p, 2006.
- [20] M. Benmahane, « Economie verte et développement durable au Maroc : Bilan et perspective », *Journal d'Economie, de Management, d'Environnement et de droit*, Vol 1. n°1, juillet 2018.
- [21] P. Le Merrer, « Vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance ? », *Idées économiques et sociales*, 2010/2 N° 160 | pp 36 à 45, 2010.
- [22] Agence Internationale de l'Energie, « World Energy Outlook 2007 » sur les perspectives énergétiques et sur ses recommandations pour les vingt-cinq prochaines années, 2008. (<http://www.iea.org/>)
http://www.worldenergyoutlook.org/docs/weo2008/WEO2008_es_french.pdf [Consultée 15 septembre 2019].
- [23] S. Fauchaux, & I. Nicolai, « Les enjeux de la smart city pour le développement durable. Le cas du Maroc », *L'Harmattan. Commerce, investissement et développement durable en Afrique*, *Collection l'esprit économique*, pp.145-170, 2017.
- [24] A. Diemer, « Loi sur la transition énergétique, croissance verte et développement durable », *Revue Francophone du Développement Durable*, n°6, octobre 2015.
- [25] F. Partant, *La ligne d'horizon : essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, 232 p., 2007.